

Article 29 du Règlement

Des sanctions ont déjà été appliquées dans une multitude de cas, contre l'Italie, par exemple, lorsqu'elle a envahi l'Éthiopie; elles n'ont jamais eu l'effet recherché. Si nous arrivions à obtenir des sanctions complètes contre l'Afrique du Sud qui soient respectées par le monde entier, Russie comprise, il ne resterait plus en fin de compte qu'un pays plongé dans la pauvreté et le chaos. Tous les éléments nécessaires à la reconstruction auront été détruits. J'exhorte la Chambre et même le monde à chercher un terrain d'entente propice à l'évolution qui a permis d'instaurer toutes les démocraties existant aujourd'hui dans le monde.

Aucun pays ne tient plus à la démocratie que le Canada. C'est de pays privés de démocratie que sont venus nos ancêtres, à la recherche de la liberté nécessaire pour s'épanouir, de la liberté de parole, de la liberté politique. Faisons donc notre possible pour guider cette évolution et éviter le bain de sang de la révolution. Voilà quel doit être notre rôle, selon moi. Il y aura toujours des divergences d'opinion au Canada, dans le Commonwealth et dans le monde.

Ce qui m'inspire cette attitude, ce n'est pas la recherche des avantages que le Canada a à retirer de sa participation à l'économie de l'Afrique du Sud. Je me soucie sincèrement des intérêts à long terme d'un pays que nous voudrions aider en trouvant une solution à ses luttes intestines. Il n'y a personne à la Chambre qui y tienne plus que moi. Nous ne devrions donc pas en faire un sujet de querelles politiques. Nous ne devrions pas nous lancer des injures, ni être divisés sur cette question. Nous avons eu un bel exemple de cette division aujourd'hui. Il semble qu'aucun compromis ne soit possible sur la position que doit adopter le gouvernement. Pourtant, nous devrions avancer pas à pas.

Je n'appuie ni ne condamne les actes du gouvernement conservateur. Je me contente d'exposer ce qui, selon moi, est une politique s'inspirant de l'évolution progressive d'un gouvernement démocratique. C'est cette évolution que nous devons rechercher car la révolution visant à instaurer un gouvernement démocratique a avorté en Angola, au Congo, au Nigéria et dans tous les autres pays que je connais. Des flots de sang se sont répandus derrière un voile de sécurité que nous n'avons jamais réussi à percer. Nous n'avons vu ni les champs de bataille ni les massacres de milliers de personnes entre deux tribus qui luttent pour le pouvoir. Il se peut que nous en soyons finalement venus à susciter ces dissensions qui agitent les diverses populations de l'Afrique.

Aussi, empruntons la voie de la persuasion et non celle des sanctions. Ne laissons pas entendre que nous pouvons recourir à la force. Notre armée serait probablement engloutie jusqu'au dernier homme si nous l'envoyions sur ce continent. Nous sommes impuissants quand nous en sommes rendus à employer la force pour faire accepter une idée.

Ce fut un bon débat et je félicite ceux qui y ont participé. Je souhaite que nous puissions en faire un exercice dénué de tout esprit de parti puisque nous poursuivons tous les mêmes objectifs. Nous ne devrions pas nous prendre mutuellement à partie ni nous attaquer au Commonwealth. Nous trouverons parmi les chefs d'État du Commonwealth les mêmes désaccords que nous avons constatés entre nous. Nos désaccords ne vont pourtant pas jusqu'à vouloir détruire le Canada. Il y aura toujours des dissensions et des désaccords entre nous, car nous

n'épousons pas les mêmes vues. Je déplore surtout la remarque sur l'incompétence du Commonwealth et les insultes lancées contre différents chefs d'État de ce groupe. De tels débordements ne contribuent pas à l'avancement de l'Afrique du Sud, du Commonwealth ou de la démocratie en général.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, c'est un privilège de pouvoir prendre part à un tel débat au sein de notre Parlement élu, ce qui n'est pas permis à bien des gens dans de nombreux pays du monde, et pas seulement en Afrique du Sud. Je veux commencer par évoquer quelques souvenirs, si vous le voulez bien, de l'Afrique proprement dite, pour essayer de montrer à la Chambre pourquoi ce cancer du continent africain mérite une telle attention du reste du monde. J'ai visité l'Afrique du Sud en 1969 comme représentant de l'Union canadienne des étudiants pour rencontrer des représentants de l'Union nationale des étudiants sud-africains. Je veux parler brièvement des réalités sud-africaines de cette époque-là. Il m'a été possible d'en avoir un aperçu grâce à certains étudiants courageux qui m'ont emmené en dehors des zones blanches normales de Johannesburg pour visiter le quartier noir de Soweto, afin de constater le mode de vie des noirs à cette époque-là.

Ils vivaient dans la pauvreté la plus dégradante qu'un Canadien puisse imaginer. Les gens vivaient souvent à huit ou neuf entassés dans de petites maisons de la taille de nos cabanes à outils et ce, en vue de la plus fabuleusement riche et de la plus moderne métropole de Johannesburg. Il y a dans celle-ci des rues pavées, des immeubles magnifiques et des banlieues pleines de piscines. Elle représente, dans un sens, le summum de la richesse. Lorsqu'on survole les banlieues blanches de Johannesburg, on s'aperçoit que toutes les maisons possèdent une grande piscine et un patio. On a une impression de richesse énorme qui contraste radicalement avec la vie des noirs de Soweto. C'est le jour et la nuit.

• (1730)

Je ne veux pas parler que des apparences, mais je veux aussi rappeler l'occasion que j'ai eue de visiter une école noire de Soweto et d'apprendre du directeur même de cette école l'incroyable discrimination d'ordre économique dont faisait l'objet son école secondaire de Soweto par rapport aux autres écoles réservées aux enfants blancs dans les autres régions du pays. L'inégalité était si flagrante que c'était là encore, le jour et la nuit, selon lui.

Je peux encore vous parler de l'hôpital que nous avons visité à Soweto. Il y avait une telle affluence que même à ce moment-là, qui n'était pas une période de violence comme celle que nous connaissons maintenant en Afrique du Sud, des gens gravement malades ne pouvaient pas être admis à l'hôpital, même lorsqu'ils souffraient de maladies courantes que nous nous attendons naturellement à voir soigner dans nos hôpitaux au Canada.

Je me demande où sont maintenant ces jeunes que j'ai rencontrés en 1969. Je suis persuadé que bon nombre d'entre eux, poussés par l'exaspération due au contraste entre leur vie et celle des blancs dans leur propre pays, se retrouvent maintenant sur les barricades que les bulletins de nouvelles en provenance de l'Afrique du Sud nous présentent de façon spectaculaire chaque jour ces temps-ci.